

LE SAHEL VU PAR LES SAHÉLIENS

Actes de la soirée du 12 juin 2015



LA SOIRÉE «UN SAHEL RICHE DE SES MOBILITÉS»

Le Grdr a réuni, le 12 juin 2015, à Paris, une centaine de personnes autour du thème « Un Sahel riche de ses mobilités ». Cette soirée était organisée à l'occasion de la parution de l'atlas de la Moyenne Vallée du Fleuve Sénégal, publié par le Grdr et qui capitalise quarante années de présence dans cette région (Mali, Mauritanie, Sénégal). Cet ouvrage est disponible [en téléchargement sur le site web de l'association](#).

L'échange a concerné le Sahel francophone composé de six pays (Mauritanie, Sénégal, Mali, Burkina Faso, Niger, Tchad). 80 millions d'habitants y vivent sur une superficie (dont la moitié quasi-désertique) sensiblement égale à celle de l'Union européenne soit 5 millions de km².



Le choix a été fait de privilégier la parole d'acteurs : un diplomate européen, un chef d'entreprise malien, un citoyen sénégalais militant, un artiste malien engagé, des leaders associatifs de Mauritanie et du Sénégal, un élu local malien, un universitaire mauritanien, mais également plusieurs salariés des associations Grdr et CCFD-Terre solidaire.

Acteurs engagés, ils participent à la construction du Sahel de demain dans sa relation avec le reste du monde. Il ressort de leurs témoignages une image du Sahel bien éloignée d'une actualité dominée par le catastrophisme du temps court. Une région compliquée à comprendre et dont l'avenir n'est pas écrit. Les questions sont plus nombreuses que les certitudes, même si certaines convergences des propos sont encourageantes.

LES PARTICIPANTS



Bocar Koundour

Bocar Koundour, président des associations de développement de la région de Matam au Sénégal



Aliou Sané

Journaliste sénégalais, cofondateur du mouvement «Y'en a marre»



Lassine Coulibaly, dit King Massassy

Artiste engagé, qui partage sa vie entre l'Europe et le Mali



Mamadou Boubel Konaté

Entrepreneur malien actif dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest



Mamadou Kalidou Bâ

Enseignant-chercheur à l'université de Nouakchott



Michel Reveyrand

Représentant spécial de l'Union Européenne pour le Sahel

Des échanges animés par Roland Portella (Coordination pour l'Afrique de Demain), Laurent Prieur (journaliste) et Olivier Le Masson (Grdr)

Avec la participation de Morgane Laurent (CCFD-Terre Solidaire) ainsi que de Sebo Camara, Pauline Casalegno, Michel Colin de Verdière, Doulo Fofana, Arezki Harkouk, Yvan Le Coq, Mariam Maguiraga, Rafaël Ricardou, Ibrahim Sarr et Demba Sow pour le Grdr.

QUE DEVIENT LE SAHEL?

Le Sahel revient dans l'actualité par la guerre au Mali, le djihadisme et l'insécurité.



© J.B. Russel

Oublié le Sahel de la faim. Les grandes sécheresses du début des années 70 et du milieu des années 80 sont loin. Ce mot faim est pourtant revenu avec les « émeutes de la faim » de 2008. On découvre alors que le Sahel est en voie de peuplement rapide (une population qui double tous les vingt ans) avec de grandes villes et surtout une jeunesse impatiente. A l'occasion de manifestations contre la vie chère, ses urbains vivent la rançon de la

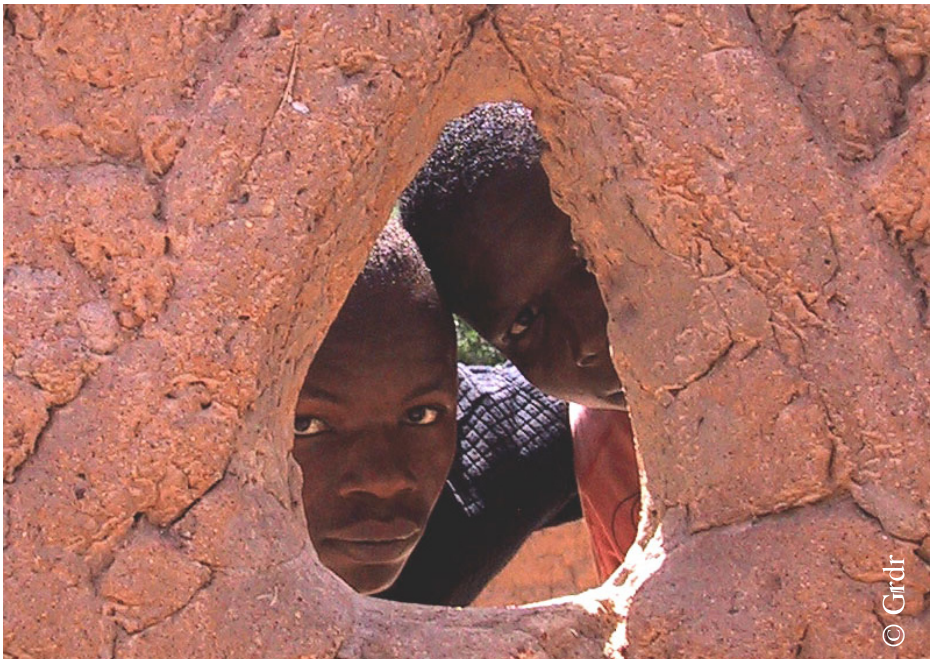
libéralisation économique, fruit des ajustements structurels : les prix de leur alimentation sont désormais liés à ceux des marchés mondiaux.

Ce Sahel est connu comme une terre d'hommes et de femmes accueillants. Sa diaspora particulièrement mobilisée en France, de même que les ONG et les collectivités, y trouvent un terrain propice à leur engagement citoyen dans la

construction d'un monde solidaire. Rencontres enrichissantes avec dépaysement garanti et amitiés pas toujours désintéressées. Ce furent (probablement faut-il en parler au passé sous cette forme) les quarante glorieuses de l'aide et de la solidarité non-gouvernementales au Sahel.

Le début des années 2010 marque pourtant un tournant dans la perception du Sahel comme un espace sûr. Les salafistes d'AQMI, chassés d'Algérie, s'implantent au Sahel. Ils prospèrent en assurant la protection des trafics illicites transsahariens, mais aussi grâce à la prise d'otages d'occidentaux libérés contre rançons et aux armes des arsenaux libyens.

Sur l'actualité récente, écoutons l'analyse d'un observateur averti, Michel Reveyrand : *« Certes tout le Sahel n'est pas en train de devenir terroriste et de passer aux mains des djihadistes. Des forces socioculturelles considérables et en voie d'augmentation mettent cependant en cause le modèle d'une société ouverte à l'occidentale diffusé par les médias du Nord. L'interdépendance reconstruite n'empêche pas l'affirmation des différences: janvier 2015 et l'attentat contre Charlie ont montré des formes d'incompréhension entre la France et certains citoyens des pays sahéliens, à l'occasion notamment de la venue à Paris de plusieurs chefs d'Etat venus manifester leur solidarité. »*



CITOYENNETÉ

La mobilisation citoyenne de la jeunesse urbaine ne doit pas masquer les pesanteurs des sociétés.



Le Sahel continue de se peupler à grande vitesse (3% par an). Les villes encore davantage. Même la population rurale continue d'augmenter. Le défi est immense pour les gouvernants. La jeunesse désœuvrée, mais bien mieux éduquée, cherche à se faire entendre malgré les pesanteurs sociales. Le développement spectaculaire des télécommunications et celui des réseaux sociaux font le reste en termes de capacité de mobilisation.

Ainsi, au Sénégal, face aux coupures régulières d'électricité et aux gaspillages et détournements de la famille Wade au pouvoir, la jeunesse se mobilise. «*Cette nuit-là on s'est mis face à nous-mêmes. On s'est rendu compte que les partis politiques classiques étaient aux abonnés absents. On a dit: il faut une force citoyenne qui puisse cristalliser les énergies qui avaient commencé à se dégager... Le vote des jeunes a été déterminant pour*

le départ d'Abdoulaye Wade... Notre discours a toujours été pacifique : ne brûlez pas des pneus, mais allez voter !». C'est en ces termes qu'Aliou Sané raconte comment en janvier 2011 avec trois de ses amis ils ont fondé à Dakar le mouvement «Y'en a marre», collectif citoyen protestataire et non-violent. Cette force citoyenne, majoritairement urbaine et jeune, émerge aujourd'hui non seulement au Sénégal, mais aussi au Burkina Faso (le Balai citoyen créé en juin 2013 concourt au départ de Blaise Compaoré en octobre 2014) ou au Mali (les Sofas de la République). Le plus souvent, ces mouvements naissent de la rencontre de jeunes, journalistes et artistes engagés. Ces mouvements ont en commun l'idée qu'il ne peut y avoir de développement si la jeunesse est exclue de la gestion des choses.

Au sein même des communautés noires subsistent encore, un peu partout dans le Sahel, des rapports de domination entre castes et aussi entre générations (le poids des aînés). Il ne faut pas oublier non plus une organisation sociale avec une forte différenciation des rôles entre hommes et femmes. Cette organisation des sociétés renforce le mal-être d'une jeunesse bien souvent plus éduquée que celle des générations précédentes. Par ailleurs, certaines sociétés sahéliennes entretiennent pourtant un profond mal-être (dénî) de citoyenneté. C'est le cas de la Mauritanie pour une partie de la population qui s'estime discriminée. Pour Mamadou Kalidou Bâ : *«On est nés dans ce pays, on grandit dans ce pays, cependant on se retrouve dans une situation telle qu'on ne s'y sent pas bien.»*



DÉVELOPPEMENT

Les représentations dominantes valorisent chaque jour davantage l'entrepreneur, acteur de développement.



Inutile de nier le poids du modèle éducatif hérité de la période coloniale française, valorisant bien davantage que chez les anglophones les fonctions de l'administration publique par rapport au secteur privé, les formations classiques par rapport aux formations professionnelles. Boubel Konaté explique ainsi que *«la mauvaise orientation des étudiants au Mali reste patente, avec les cohortes qui font des études de droit et de socio-anthropologie. Il faut surtout déplorer l'absence de culture d'initiative et de prise de risque... Cette révolte dans*

le Sahel est une révolte des jeunes, une révolte des idées et une révolte d'entrepreneurs. Sur ce dernier point et, avec l'exemple de la transformation du coton, au lieu que les gens viennent prendre et l'amener ailleurs, il faut le transformer nous-mêmes.»

De nombreux jeunes, souvent exclus du système scolaire ou peu diplômés, retrouvent pourtant le chemin de l'entrepreneuriat. Progressivement, avec la fin de l'économie administrée et le désengagement de l'Etat des secteurs économiques, les

mentalités changent... Selon Demba Sow, responsable du pôle Sahel du Grdr, beaucoup de jeunes ruraux ne veulent certes plus être agriculteurs. *«Au Sénégal et dans la vallée du fleuve Sénégal, de jeunes actifs, qui reviennent au village, font le choix de construire leur projet de vie dans les métiers extra-agricoles, notamment ceux du bâtiment (menuiserie, plomberie, carrelage)»*. Bien davantage que dans l'agriculture et l'élevage.

Et pourtant, on peut observer les immenses changements intervenus dans l'espace agricole périurbain. Comme en témoigne Ibrahim Sarr, maire d'une commune de la région de Kayes au Mali : *«En région de Kayes, aujourd'hui, plus de 80% des produits maraîchers consommés sur place et disponibles une grande partie de l'année sont produits à Kayes, alors qu'il y a vingt ans il n'y en avait pratiquement pas.»*

En ville la situation évolue également en matière d'emploi notamment pour les femmes. Pour Lassine Coulibaly *«Dans le tertiaire, où les débouchés dans l'administration publique se sont réduits, beaucoup de femmes diplômées sont aujourd'hui chefs de famille à Bamako et ont trouvé un emploi de bureau dans les services notamment liés aux télécommunications. Elles font vivre leur famille ainsi.»*

Parmi les activités privées, celles relatives aux industries extractives (l'or en particulier, mais aussi l'uranium au Niger) donnent lieu à des projets industriels. Faiblement pourvoyeur d'emplois, ils contribuent de façon significative aux exportations nationales, mais leur impact sur les territoires locaux est souvent limité : les retombées pour les populations se résument le plus souvent au financement de diverses infrastructures communales. A contrario, l'orpaillage traditionnel se développe de façon anarchique. Il emploie beaucoup de monde en saison sèche et attire une main d'œuvre saisonnière souvent venue de loin. Il présente également d'importants risques sociaux et environnementaux. Comme l'indique Morgane Laurent *«Deux points d'attention sont à souligner. En premier lieu les possibilités de conflits dans l'utilisation des terres, question dans laquelle les municipalités ont un rôle-clé à jouer. Par ailleurs, l'exploitation minière à grande échelle doit cohabiter avec l'exploitation artisanale, ce qui est souvent une source de tensions très fortes. Concernant les industries extractives opérées par des multinationales, on doit faire le constat d'impacts sociétaux et environnementaux forts, s'agissant d'activités à risque. Souvent la RSE donne lieu à une interprétation limitée : faire une école dans le village, ce n'est pas de la responsabilité sociale, mais de*

la philanthropie... Autre point de vigilance, celui de la transparence fiscale et de la redistribution jusque dans les collectivités.»

Il est aujourd'hui clair que l'accès à l'emploi pour les jeunes est le principal défi du Sahel, puisque près de

2,5 millions de jeunes arrivent chaque année sur le marché du travail. L'essentiel de l'emploi non agricole reste dans le secteur informel en milieu urbain comme rural, faute d'industries de transformation ayant un potentiel significatif.



MOBILITÉS

Les mobilités sont une chance pour les territoires, au Sahel, en Afrique de l'ouest, comme ici en France et en Europe.



L'essentiel de la mobilité ouest-africaine se fait en Afrique (plus de 90%). Tandis que le profil des migrants qui viennent en Europe comme en France change rapidement avec une féminisation et une plus grande qualification. Chacun connaît le rôle déterminant des migrants sahéliens dans l'économie de pays comme la Côte d'Ivoire ou le Ghana. C'est également cette mobilité des jeunes qui permet aux autres membres de la famille de mieux vivre au village,

tout particulièrement dans les campagnes.

L'histoire du mouvement associatif migrant entre le Sahel et la France, au travers de l'exemple du Sénégal, montre comment l'émergence de collectivités territoriales permet de passer d'une offre de financement de la diaspora pour son village d'origine à une recherche de réponse à une demande des maires. Pour Bocar Koundour «*Au départ*

étaient privilégiées les solidarités intimes (deuils, rapatriement des corps). Dans les années 70-80, les étudiants ont transformé ces associations de foyers¹ en associations formelles. Celles-ci ont investi dans les infrastructures de base (éducation, santé, eau). La relève est difficile en raison du manque d'intérêt des jeunes, citoyens français. Aujourd'hui, la dynamique est en train de s'inverser². Beaucoup d'espairs sont mis dans la décentralisation. Les maires du Sénégal ont pris conscience de l'importance des migrants comme leviers entre leurs territoires et les communautés du nord.»

Le rôle des migrants comme passerelles entre les territoires est aussi confirmé vu du côté français. Selon Pauline Casalegno, responsable de l'antenne Nord-Pas-de-Calais du Grdr: «Des territoires qui se mettent en lien parce qu'ils se ressemblent : l'exemple des régions Nord-Pas-de-Calais et de Kayes, deux territoires miniers et frontaliers. Les bénéfices sont partagés entre les parties : des migrants s'engagent dans des actions d'éducation à la citoyenneté dans leur territoire d'origine, tandis qu'ici la présence des migrants est un important levier pour les jeunes dans leur occa-



sion et possibilité d'aller à la rencontre de l'autre. Car tous n'ont pas cette soif d'aller vers l'autre, hélas !»

Le vieillissement des migrants résidant en France et la question de leur accès aux droits sont, par ailleurs, aujourd'hui des questions émergentes essentielles. Rafaël Ricardou, responsable de l'antenne Ile-de-France du Grdr, rappelle que «la population migrante va pour partie vieillir en France. Elle représente aujourd'hui plus de 900 000 personnes de plus de 60 ans³. Deux questions principales se posent : l'accès aux droits et notamment à des retraites particulièrement complexes, mais aussi le droit à une vie digne (80% vivent hors

1 Foyers de travailleurs migrants célibataires.

2 Les projets de développement à l'initiative des diasporas font place à un soutien aux demandes des territoires.

3 Certes pas seulement sahéliennes...

foyers de travailleurs). La place des droits et de la reconnaissance sociale est importante. Un contrat intergénérationnel doit jeter les bases du vivre-ensemble et interpeller les politiques publiques nationales.»

Ces mobilités sont une richesse. Elles participent à la construction d'un monde interdépendant. Il ne faut pas cependant occulter que les temps ont changé, la nature des migrations également. En France, les émeutes de 2005 dans les banlieues montrent que la jeunesse française, notamment celle issue de l'immigration, refuse l'apartheid territorial. Les affaires

du voile islamique sont fortement médiatisées, tandis que les discussions font rage autour de la notion de laïcité, envisagée de manière plus ou moins extensive. D'un autre côté, un Sahel à la démographie toujours forte, livré au terrorisme djihadiste et déversant sa population dans nos banlieues, est le chiffon rouge, que certains n'hésitent pas à brandir. Cette menace vise à mobiliser nos politiques pour, selon les postures, demander une aide publique au développement accrue pour le Sahel, davantage de freins aux mobilités (fermeture des frontières) ou un renforcement des politiques publiques en matière d'intégration.



POUR UNE VISION DIFFÉRENTE DU SAHEL

Les enjeux sécuritaires ne doivent pas masquer ceux de la gouvernance. Place aux solutions locales !



© J.B. Russe

«L'évolution de la pratique de l'islam est une question importante. Aujourd'hui, on se concentre sur le terrorisme et les trafics, comme phénomènes réellement nouveaux, avec sans doute une montée de l'insécurité. Dans le terrorisme on trouve certaines communautés liées avec l'islam très traditionnel qui s'est radicalisé petit à petit : c'est l'évolution de Boko Haram ou celle de certaines communautés du nord-Mali en particulier. En Mauritanie, avec certaines

interrogations, on peut penser que ce phénomène de radicalisation a été assez bien maîtrisé. Il y a incontestablement beaucoup de paramètres de la crise sahélienne qui tournent autour des jeunes et de l'évolution des mentalités. Certes la crise est liée à la pauvreté, à des résurgences identitaires (en milieu peul au Mali) et à des conflits traditionnels entre éleveurs nomades et agriculteurs sédentaires.» (Michel Reveyard)

Cette question de l'insécurité n'est pas nouvelle et des mécanismes locaux ont pu parfois y apporter un remède plus efficace qu'une intervention de l'autorité publique. Un témoignage de Sebo Camara, militant du Grdr, vient nous rappeler comment, en région de Sélibaby (Mauritanie), face au fléau des vols de bétail, source de conflits entre les communautés et de désintérêt des administrations, *«une organisation structurée des villageois a pu, dès 1994, limiter les prédatons, en associant un système d'information basée sur le marquage du bétail, l'association des bouchers locaux et l'interdiction de l'abattage nocturne.»*

La phrase-clé est probablement celle de Michel Reveyrand : *«Plus fondamentalement, la crise est d'abord liée à la mauvaise gouvernance au sens large, à l'inefficacité de l'Etat pour répondre aux besoins des populations. Ceci est à l'origine d'un fossé qui se creuse.»*

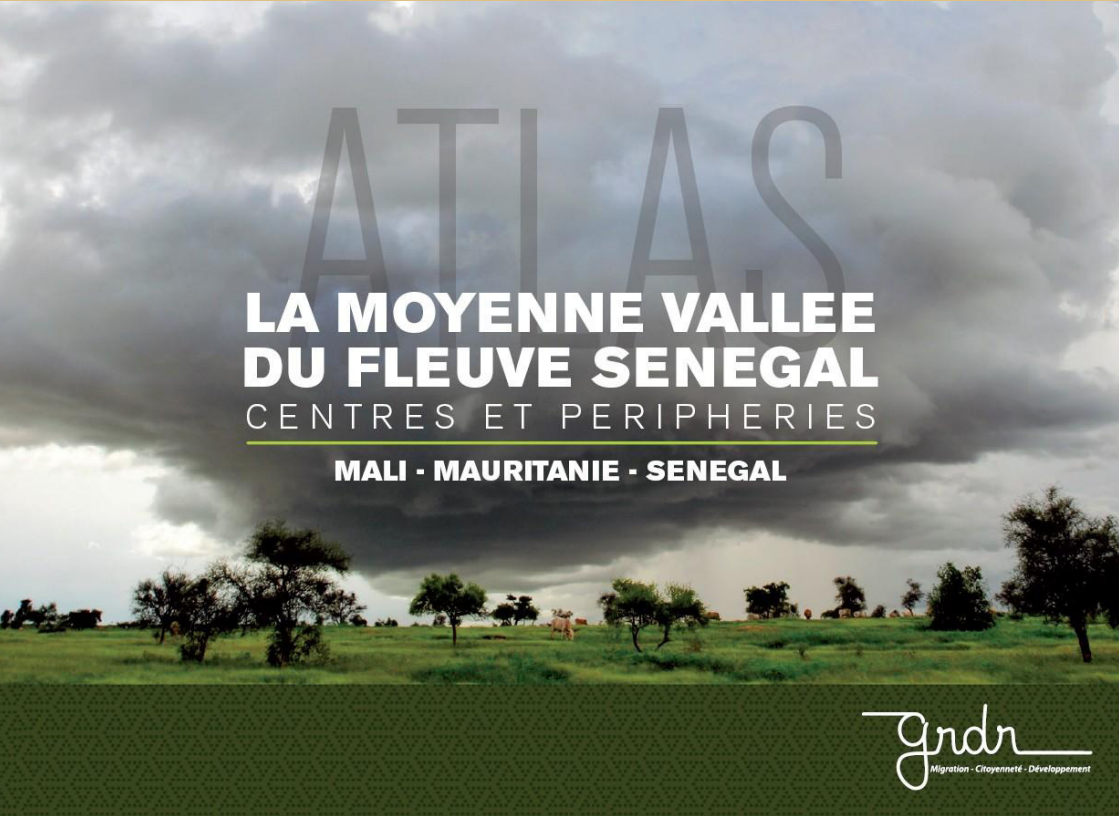
Le creusement des inégalités questionne aujourd'hui le modèle de l'aide publique au développement. En dehors du secteur des infrastructures de base (routes, eau, électricité) et de ceux de la santé et de l'éducation, son impact apparaît faible. Les enjeux sociétaux, religieux et culturels, sans compter la persistance d'un niveau élevé de corruption, restent des sujets sensibles dans le dialogue politique. On note qu'aucun Sahélien, en dehors des gouvernants, ne met aujourd'hui l'aide internationale sur le devant de l'agenda des solutions.

Le Sahel n'est ainsi pas si différent du reste du monde. Beaucoup de questions peuvent y trouver des réponses locales. Faire confiance aux autorités locales, leur donner les moyens de proposer des solutions et de les mettre en œuvre est aujourd'hui la voie certainement la plus porteuse. Les résistances sont nombreuses, tant de la part des systèmes politiques que des oligopoles économiques...



© J.B. Russel

Cet événement a été organisé dans le cadre de la parution de
l'Atlas de la Moyenne Vallée du fleuve Sénégal.



ATLAS

LA MOYENNE VALLEE DU FLEUVE SENEGAL

CENTRES ET PERIPHERIES

MALI - MAURITANIE - SENEGAL

Gndr
Migration - Citoyenneté - Développement

Cet Atlas vise à donner, sous une forme accessible et illustrée, un aperçu des ressources de la moyenne vallée du fleuve Sénégal et à présenter les enjeux régionaux tout en valorisant le point de vue d'acteurs liés à cette région.

A la lumière de cette analyse, la moyenne vallée du fleuve Sénégal apparaît comme un centre dynamique et connecté à la fois à la sous-région et au monde. La région connaît une croissance démographique soutenue, un processus d'urbanisation et des mutations économiques importantes.

Autant de constats qui appellent à un autre regard...